

## ENJEUX GÉOPOLITIQUES

# MAURICE DOIT ABATTRE SES CARTES POUR DEVENIR UNE PORTE D'ENTRÉE EN AFRIQUE

ALORS QUE L'AFRIQUE DU SUD ET L'ANGOLA VIENNENT D'ACCUEILLIR LE SOMMET DU G20 ET LE SOMMET UNION EUROPÉENNE-UNION AFRICAINE, MAURICE SE RETROUVE AU CŒUR D'UN RÉÉQUILIBRAGE GÉOPOLITIQUE MONDIAL. LE PAYS DOIT DÉSORMAIS REPENSER SA DIPLOMATIE ET SON DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE POUR DEVENIR UN HUB RÉGIONAL INCONTOURNABLE, CAPABLE DE TIRER AVANTAGE DES RIVALITÉS ENTRE GRANDES PUISSANCES TOUT EN PRÉSERVANT SA SOUVERAINETÉ ET SA NEUTRALITÉ.

EVE FIDÈLE

**DEUX** événements majeurs viennent de s'achever sur le continent africain : le Sommet Union européenne - Union africaine, organisé à Luanda les 24 et 25 novembre, ainsi que le G20 qui s'est tenu les 22 et 23 novembre en Afrique du Sud, un rendez-vous historique puisqu'il s'agissait du premier sommet de ce type organisé en Afrique. Dans ce nouvel ordre géopolitique émergent, Maurice doit revoir son architecture diplomatique pour composer avec la présence simultanée de multiples puissances externes quête d'influence dans la région.

L'ordre géopolitique actuel est avant tout multipolaire comme le souligne Paul Baker, le CEO d'International Economics Consulting. Il explique que d'un côté subsiste un ordre mondial traditionnel dominé par l'influence occidentale, mais celui-ci s'effrite progressivement. De l'autre, un contrepoids composé de certains pays du Sud global, dont la voix s'est affirmée et différenciée depuis la pandémie. De nombreux États se situent aujourd'hui à mi-chemin entre ces deux pôles. Maurice, en tant que petit État, a souvent navigué entre les mouvances alignées et non alignées. Sur le plan des politiques publiques – qu'il s'agisse du commerce, des



**Paul Baker (CEO d'International Economics Consulting)**

investissements ou de l'aide au développement –, le pays reste fortement aligné sur le Royaume-Uni, l'Union européenne et d'autres partenaires occidentaux, tandis qu'il demeure étroitement lié, sur les plans culturel et géopolitique, à l'Inde, à l'Afrique, à la Chine et, plus largement, au Sud global.

«Je pense que Maurice mé-

rite d'être salué pour avoir su reprendre des éléments de chacun de ces blocs tout en évitant, jusqu'à présent, de s'aligner formellement sur un seul camp. Le pays devrait continuer à avancer sur cette ligne, même si, inévitablement, il devra prendre position sur certaines questions. Un exemple concerne le contournement du dollar : cette démarche a fait l'objet de projets pilotes réussis avec la Chine et constitue l'un des piliers centraux du Pan Africa Payment Settlement System. Les États-Unis ont, pour leur part, exprimé clairement leur position face à ce type d'initiative ; sans viser spécifiquement Maurice, mais en formulant une telle mise en garde après le sommet de Kazan, afin de contrer l'intérêt chinois et russe à

réduire la dépendance au dollar américain», indique Paul Baker.

Le Dr Avinaash Munohur, politologue, est catégorique sur le fait que le territoire de la République de Maurice se trouve aujourd'hui au cœur d'une zone plus large que l'on nomme l'Indo-Pacifique où se joue l'avenir de la mondialisation. «Le fameux shift dont nous parlons se trouve d'ailleurs ici. Le cœur du monde ne s'incarne plus dans l'océan Atlantique mais dans l'océan indien et dans certaines régions du Pacifique», précise-t-il. Il ajoute que qu'avec ses 2 millions de km<sup>2</sup> de zone économique exclusive (ZEE), Maurice est au cœur de tout cela sans avoir une marine capable de contrôler et de sécuriser cet immense espace océanique. «Comment donc mener

## DEVENIR UN POINT DE PASSAGE OBLIGÉ DANS LA RÉGION

**MAURICE** doit se positionner comme un hub commercial et un centre financier incontournable dans la future architecture des relations Afrique–Union européenne. Pour cela, le Dr Avinaash Munohur fait ressortir que le pays doit devenir un point de passage obligé dans la région. Au-delà des investissements nécessaires dans des infrastructures clés comme le port et l'aéroport, il est indispensable de consolider nos secteurs économiques actuels. Le tourisme, l'hôtellerie et l'immobilier constituent des piliers essentiels d'une telle ambition. Nous devons également renforcer notre système éducatif – écoles, universités – ainsi que la formation aux métiers du service, un domaine crucial pour accompagner l'augmentation des flux de visiteurs et de résidents à Maurice.

«Parallèlement, nous devons renforcer notre secteur offshore et nos services financiers. Je me déssole toujours que le secteur financier de Maurice semble souffrir d'une mauvaise réputation alors qu'il compte parmi les plus transparents du monde. Il y a là un gros travail de lobbying à effectuer afin que des institutions comme Moody's ou le Groupe d'action financière ne puissent pas nous mettre sur leur liste se selon leur bon vouloir. Singapour est



Dr Avinaash Munohur (politologue)

l'exemple d'un pays qui pratique du lobbying à plein temps auprès d'institutions comme le GAFI ou Moody's par exemple. Nous devons nous doter d'un network diplomatique digne de ce nom, avec un corps diplomatique compétent et formé. Et il est essentiel de continuer à développer notre réseau d'échange à travers la négociation d'accords commerciaux avantageux», souligne le Dr Avinaash Munohur.

Pour Paul Baker, la construction d'un pont entre l'Union européenne et l'Afrique est en cours depuis les vagues d'indépen-

dance des pays africains. Les liens sont déjà étroits, mais alors que ce partenariat était auparavant perçu comme profitant surtout aux pays africains, le paradigme actuel s'oriente plus ouvertement vers une alliance fondée sur des intérêts mutuels. Maurice a d'ailleurs cherché à se positionner comme une voix influente dans ces échanges. Lors des négociations de l'Accord de partenariat économique entre le COMESA et l'UE, par exemple, Maurice a joué un rôle de leader de facto, les discussions ne regroupant désormais plus que cinq États membres du COMESA.

«Bien que certains puissent être frustrés par la lenteur des progrès sur de nombreux dossiers continentaux ou régionaux, Maurice a souvent tenté d'accélérer le rythme et d'élever le niveau d'ambition des négociations avec ses partenaires. Le pays procède actuellement à une révision des différents protocoles qu'il a signés dans le cadre de la ZLECAf, en vue de mettre en œuvre ses engagements. À cet égard, Maurice est en avance sur la plupart des autres États, tant dans la progression des dossiers que dans le traitement des défis qui concernent l'île et le continent. Il reste toutefois beaucoup à faire : mieux utiliser les ressources disponibles, renforcer la consultation des parties prenantes, approfondir les analyses stratégiques et tirer pleinement parti de ses missions diplomatiques», indique Paul Baker.

notre barque dans ce contexte ? Il est clair que nous sommes forcés de réaliser des alliances stratégiques qui préserveront nos intérêts», soutient-il.

Dans un océan Indien devenu l'un des espaces géostratégiques les plus disputés, Maurice doit adopter une diplomatie de micro-puissance agile, spécialisée et fondée sur une diversification active de ses partenariats plutôt que sur l'alignement, comme le souligne Tahir Wahab, expert-comptable et observateur économique. Sa stratégie devrait s'articuler autour de trois cercles prioritaires. Le premier cercle concerne l'océan Indien élargi (Inde, France/La Réunion, Seychelles, Comores, Afrique de l'Est) via l'Indian Ocean Rim Association (IORA) et la Commission de l'océan Indien (COI), avec une

présence renforcée auprès de l'Union africaine à Addis-Abeba. Le deuxième cercle repose sur l'intégration continentale au sein de la Southern African Development Community (SADC), du Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA) et de l'African Continental Free Trade Area (AFCFTA), où Maurice manque encore d'une vision cohérente de long terme. Le troisième cercle regroupe les grandes puissances partenaires – l'Union européenne, l'Inde, la Chine, le Japon, les pays du Golfe – avec un accent sur la technologie, la sécurité maritime, la logistique et les investissements stratégiques.

«Pour rendre cette diplomatie réellement proactive, Maurice gagnerait à créer une Cellule d'analyse stratégique Indo-Pacifique au sein du MAE, chargée de la veille géo-

politique, de la modélisation des risques et de recommandations trimestrielles au gouvernement. La préservation de sa marge d'action dépendra aussi de sa capacité à devenir une route commerciale, numérique et financière incontournable et à diversifier ses coopérations en matière de sécurité maritime tout en maintenant un contrôle strict de ses infrastructures critiques», indique Tahir Wahab.

### REPOSITIONNEMENT STRATÉGIQUE

La question qui se pose est de savoir si, dans un contexte où le «nouvel ordre mondial» se recompose autour de blocs multipolaires et d'une compétition exacerbée, Maurice doit nécessairement engager un repositionnement stratégique en profondeur.



## [ENJEU]



Tahir Wahab (expert-comptable et observateur économique)

À cela, le Dr Avinaash Munohur répond qu'il est clair que l'ambition de Maurice se doit d'être régionale. Nous disposons pour cela de plusieurs atouts qu'il nous faut continuer à renforcer. À Maurice, nous avons souvent tendance à nous comparer à Singapour. Selon lui, certes, la comparaison peut sembler flatteuse, mais elle reste, pour dire les choses avec diplomatie, assez éloignée de la réalité. Le gouvernement singapourien a eu le courage d'entreprendre un ensemble de réformes profondes et parfois difficiles, qui ont permis à son économie – et donc au pays – de devenir la pierre angulaire du

sud-est asiatique.

«Il est impératif de faire de Maurice un carrefour incontournable pour les personnes, les marchandises, les capitaux, les technologies et les savoirs dans notre région. Pour cela, des investissements majeurs sont nécessaires dans le port, l'aéroport, les infrastructures, le système éducatif et bien plus encore. Il s'agit également de créer un environnement économique attractif afin d'inciter les entreprises internationales à s'implanter à Maurice, ou du moins à y établir une base régionale pour leurs investissements sur la région. C'est l'ensemble de notre écosystème économique et industriel qui doit être repensé, modernisé et fluidifié. Certes, nous accusons déjà un important retard sur Dubai – un retard que nous ne comblerons sans doute pas – mais nous pouvons légitimement ambitionner d'accomplir, à l'échelle de notre région, ce qu'ils ont réussi», insiste le Dr Avinaash Munohur.

Tahir Wahab abonde dans le même sens. Il est d'avis que le modèle ayant assuré le succès historique de Maurice tels que le tourisme, textile, dispositif fiscal, port franc arrive en fin de cycle. Face à la montée en puissance des hubs du Golfe et d'Afrique, aux pressions internationales sur la fiscalité, à la stagnation de la productivité et aux risques climatiques, une refonte stratégique est indispensable pour éviter la banalisation progressive du «miracle mauricien».

Selon lui, le premier axe consiste à passer du statut de «hub fiscal» à celui de «hub de solutions», en devenant un laboratoire d'innovation publique dans la fintech, le climat, la régulation financière ou l'économie bleue et une juridiction de référence pour la «blended finance», les obligations vertes et les ins-

truments financiers dédiés à l'Afrique. Le deuxième axe vise à faire émerger des niches de micro-puissance (arbitrage, services financiers spécialisés, enseignement supérieur régional, santé, économie numérique et océanique). Le troisième impose d'assumer pleinement une intégration régionale active, davantage d'IDE mauriciens en Afrique, plus d'étudiants et de talents africains à Maurice et une multiplication de joint-ventures régionales. Tahir Wahab est convaincu que c'est à ce prix que Maurice pourra devenir un État-plateforme, un laboratoire réglementaire et un intermédiaire stratégique entre l'Afrique et l'océan Indien.

### ADOPTER UNE DIPLOMATIE PROACTIVE

«Cela fait un moment que je ne cesse de le dire : Maurice est dans l'urgence de développer ses capacités diplomatiques. Vous savez, nous avons cette tendance à Maurice à nous complaire dans notre insularité, comme si le reste du monde n'avait sur nous aucun impact. Alors bien évidemment que c'est tout le contraire. À partir de là, il est clair que notre gouvernement développe une stratégie et un corps diplomatique digne de ce nom», insiste le Dr Avinaash Munohur. Il ajoute que cela passe forcément par le fait de développer un appareil diplomatique qui soit capable de répondre à ce défi. Pour relever les défis diplomatiques, il est essentiel de développer un appareil diplomatique performant. Il donne l'exemple de la France qui forme ses diplomates via des universités spécialisées en sciences politiques, économie, relations internationales et *security studies*, ainsi qu'à l'INALCO pour l'apprentissage des langues et l'étude approfondie des cultures. Le gouvernement soutient également des centres de recherche et des think-tanks en études stratégiques et relations internationales.

Pour Tahir Wahab, Maurice n'a pas besoin d'une diplomatie expansive, mais d'une diplomatie ciblée, agile et hautement rentable, l'objectif n'est pas d'imiter les grandes puissances, mais d'adapter l'action extérieure aux priorités nationales. Or, comme il le rappelle, la diplomatie mauricienne reste encore trop administrative, trop lente et trop réactive ; elle doit désormais basculer vers une diplomatie de projets, orientée résultats, innovation et impact concret.



## G20 ET UE-UA : L'AFRIQUE AU CENTRE DU JEU

La tenue quasi simultanée du G20 en Afrique du Sud et du sommet UE-UA à Luanda en novembre 2025 marque un tournant stratégique, selon Tahir Wahab. Pour la première fois, la principale séquence diplomatique de l'année se déroule sur le sol africain plutôt que dans les centres traditionnels du pouvoir comme Washington, Bruxelles ou Tokyo. Le G20 de Johannesburg, présidé par l'Afrique du Sud, a porté sur la soutenabilité de la dette, le financement des pertes et dommages climatiques, et les besoins des pays en développement. Malgré le boycott américain et l'absence de plusieurs puissances occidentales, les négociations ont avancé, soulignant le rôle désormais central de l'Afrique dans les agendas internationaux.

«Ce basculement n'annonce pas un affaiblissement du Nord, mais illustre la montée en puissance du Sud global, porté par trois leviers décisifs, une démographie et une urbanisation dynamiques, un accès privilégié à des ressources stratégiques (énergies, minerais critiques,



Le Sommet Union européenne - Union africaine s'est tenu en début de semaine

biodiversité, corridors maritimes) et une capacité croissante à former des coalitions efficaces au sein des instances multilatérales. Je pense que l'ensemble de ces dynamiques révèlent un rééquilibrage profond du système international, où l'Afrique s'affirme comme un centre d'impulsion diplomatique incontournable», affirme Tahir Wahab.

Mais est-ce que le fait de tenir un sommet du G20 et de l'Union Africaine sur le sol du continent africain s'inscrit dans un shift du centre de gravité géopolitique vers le Sud Global ? Pour le Dr Avinaash Munohur, la réponse est oui et non. Oui parce que le signal envoyé est clair : le continent africain est une pierre angulaire du développement actuel

de la globalisation. Certaines ressources essentielles pour le développement des systèmes digitaux – comme le cobalt – se trouvent majoritairement en Afrique par exemple. «Certains pays du continent africain sont également dans une phase de développement important et constituent des marchés potentiels extrêmement importants sur lesquels lorgnent forcément les intérêts industriels des pays dits développés. Non parce qu'en réalité, il semble surtout que la Chine ait pris une longueur d'avance qui ne peut manquer de fâcher les pays occidentaux et que ces derniers ont un retard certain à rattraper afin d'affirmer – ou de réaffirmer – leur présence sur le continent», ajoute-t-il.

## RIVALITÉS GÉOPOLITIQUES : COMMENT TIRER SON ÉPINGLE DU JEU

**QUELLES** stratégies Maurice peut-il adopter pour capitaliser sur les rivalités géo-économiques entre grandes puissances tout en évitant d'être entraîné dans leurs zones de friction ou d'instrumentalisation politique ? Pour Paul Baker «*tout pays doit trouver un équilibre délicat entre éviter de s'attirer les rivalités géoéconomiques et déployer une diplomatie habile pour rester en bons termes avec des partenaires aux principes économiques, sociaux, environnementaux et relatifs aux droits humains parfois divergents. Aujourd'hui, la plupart des pays privilégient la non-confrontation et le compromis, ce qui conduit souvent à des résultats jugés insatisfaisants par l'une ou l'autre des parties (comme on l'a vu lors de la COP30 ou des négociations tarifaires américaines). Cependant, à terme, ces compromis influent sur les principes et visions globales et finissent par affecter le multilatéralisme.*

Paul Baker est d'avis que Maurice dispose d'un certain capital diplomatique crédible pour représenter les intérêts, par exemple, des pays africains ou des petits États insulaires en développement. Cependant, il n'est pas sûr que le pays soit perçu comme un médiateur véritablement indépendant. Maurice s'est montré

très proactif, vocal et, dans une certaine mesure, efficace dans les négociations à l'Organisation mondiale du commerce au sein du Groupe Afrique.

Quant à Tahir Wahab, il pense que dans un contexte de rivalités géopolitiques accrues, Maurice conserve trois atouts rares : la stabilité, la neutralité et la prévisibilité. Mais son statut de hub financier vers l'Afrique est désormais concurrencé par Dubaï, Kigali et Casablanca. Un repositionnement stratégique s'impose autour de trois axes complémentaires, estime-t-il. Le premier consiste à devenir une plateforme de co-investissement multi-puissances vers l'Afrique, capable d'accueillir des véhicules conjoints UA-BAD-UE dédiés au climat, aux infrastructures ou à la dette, transformant Port-Louis en espace de convergence plutôt qu'en terrain de rivalités. Le deuxième axe vise à affirmer une neutralité normative et juridique en positionnant Maurice comme centre d'arbitrage et de médiation pour les litiges Afrique-Europe ou Inde-Afrique et comme juridiction de référence en matière d'ESG, de fiscalité internationale et de compliance. Le troisième axe consiste à développer une diplomatie des savoirs et des données en accueillant des observatoires conjoints (climat, investissements, chaînes de valeur numériques), faisant de Maurice une plateforme où circulent les données stratégiques du Sud global.

## [ACTUALITÉ]

**JAYA PATTEN**

(DIRECTEUR DE JAYA ADVISORY - FINANCIAL MARKETS RISKS AND GOVERNANCE)

# «LE PAYS DOIT REDÉFINIR SON POSITIONNEMENT SUR L'ÉCHIQUIER DU SUD GLOBAL»

MAURICE SE TROUVE À UN TOURNANT ET SE DOIT REPENSER SON POSITIONNEMENT GÉOÉCONOMIQUE ET DEVENIR UN ACTEUR CLÉ ENTRE L'AFRIQUE ET L'EUROPE, ESTIME JAYA PATTEN, DIRECTEUR DE JAYA ADVISORY - FINANCIAL MARKETS RISKS AND GOVERNANCE.

**Dans un contexte où les sommets du G20 et UE - Afrique ouvrent de nouvelles perspectives, comment Maurice peut-elle concrètement redéfinir son positionnement géoéconomique ?**

Les sommets du G20 et UE-Afrique offrent à Maurice une opportunité unique pour redéfinir son positionnement sur l'échiquier du Sud global. Une ambition qui exige trois impératifs : penser en termes géoéconomiques, se donner une raison d'être en devenant le catalyseur de la transformation africaine et se positionner, non comme un simple courtier, mais comme l'acteur facilitateur principal ; le chef d'orchestre des synergies entre l'Afrique et l'Europe. Ambition démesurée ? Certes. Réalisable ? Pourquoi pas. Probable ? Cela dépendra entièrement de la volonté, de la ténacité et de la vision de ses dirigeants. Pour répondre aux dynamiques géoéconomiques en mutation et s'imposer comme un acteur incontournable dans les relations Afrique-Europe, une refonte ambitieuse de sa diplomatie économique est impérative. Une feuille de route articulée autour des réformes nécessaires et d'un nouveau positionnement géoéconomique suit.

**Quelles sont les réformes que doit entreprendre la politique étrangère mauricienne ?**

Il est crucial de moderniser le ministère des Affaires étrangères en créant une Cellule d'analyse géoéconomique et de prospective. Cette unité, composée d'experts en relations internationales, en intelligence économique et en analyse des données, aurait pour mission d'anticiper les tendances mondiales, d'identifier les risques et les opportunités émergents, et d'éclairer la prise de décision. Il s'agit de passer d'une diplomatie réactive à une diplomatie fondée sur la veille économique et l'anticipation des enjeux transactionnels commerciaux et financiers.



Au-delà de la création de cette cellule, il faut investir dans la formation continue des diplomates aux enjeux contemporains (sécurité alimentaire, transition énergétique, finance verte, numérique) et développer des partenariats avec des think-tanks internationaux. L'objectif est de doter Maurice d'une capacité souveraine à décrypter la complexité du nouvel ordre mondial et à formuler des positions stratégiques championnes.

La diplomatie mauricienne doit systématiquement cibler les organisations influentes au sein du G20 et de l'Union européenne. Il ne s'agit pas seulement de maintenir des relations historiques, mais de forger des alliances stratégiques, tactiques et transactionnelles avec des acteurs partageant les mêmes visions, notamment les pays nordiques (expertise en green tech), l'Allemagne (industrie) ou la France (connectivité Indo-Pacifique). Une «diplomatie des sommets», ciblée et préparée en amont de ces événements majeurs, est essentielle pour porter la voix de Maurice et de la région.

**Comment Maurice peut-il se réinventer pour**

**jouer son rôle de conduit entre l'Afrique et l'Europe dans le nouvel ordre mondial ?**

Je pense que Maurice doit capitaliser sur ses atouts et se réinventer comme plateforme financière et conduit de capital pour l'Afrique. L'avenir de Maurice ne réside pas seulement dans son statut de centre financier offshore, mais dans sa capacité à se positionner comme la plateforme de choix pour canaliser les capitaux européens – et mondiaux – vers les projets structurants en Afrique. À titre d'exemple, il y a deux chantiers prometteurs.

D'abord, il s'agit de développer une expertise et un écosystème réglementaire de premier plan pour les financements verts, les obligations climat et l'investissement d'impact, répondant directement aux demandes des investisseurs européens (règles de taxonomie verte) et aux besoins de l'Afrique. Maurice peut se positionner comme un centre de compétence et de financement pour la transition énergétique de l'Afrique, en facilitant les partenariats public-privé entre l'Europe (technologie) et l'Afrique (potentiel solaire, éolien, hydrogène vert).

Maurice doit devenir un centre de formation et d'expertise pour les compétences du futur en Afrique. En partenariat avec des universités et centres de recherche européens, elle peut développer des pôles d'excellence en agro-tech, santé, logistique et transformation numérique, formant les cadres africains et fournissant des conseils aux gouvernements et aux entreprises. En tirant parti de sa position géographique et de sa connectivité, Maurice peut évoluer d'un port de transbordement à une plateforme logistique intégrée pour le commerce Afrique-Europe, avec des zones franches spécialisées dans la transformation à valeur ajoutée. Parallèlement, le renforcement des câbles sous-marins et la création d'un cadre de confiance pour la donnée peuvent en faire un hub de données et de cybersécurité pour la région.